
Aux Andelys, la classe menacée à l'école Marcel-Lefèvre ne fermera pas à la rentrée 2020

Publié le 08/04/2020 à 12:06

Mis à jour le 08/04/2020 à 12:06



La classe sera maintenue aux Andelys. (Photo d'illustration PN)

Le maire des Andelys, **Frédéric Duché**, n'en est pas peu fier : « *J'ai eu la confirmation par le DASEN (directeur académique des services de l'Éducation nationale) que la classe est sauvée.* »

L'annonce d'une possible fermeture de classe à la rentrée 2020-2021 à l'école Marcel-Lefèvre, dans le cadre des discussions sur la carte scolaire, avait en effet suscité de vives réactions de la municipalité et des familles. Ces dernières avaient même lancé une pétition, s'inquiétant des futures conditions d'apprentissage (*lire notre édition de samedi*). La nouvelle est donc appréciée : « *On est soulagé* », réagit **Delphine Brionne**, déléguée des parents d'élèves.

Mardi, la direction académique avait déjà annoncé que la majorité des suppressions de postes d'enseignants avait été revue. L'école Marcel-Lefèvre fait donc partie des établissements épargnés.

Étrépagney épargnée

Parmi les autres fermetures qui ne devraient pas avoir lieu, il y a celle à Georges-Delamare, à Étrépagney, indique **Claire O'Petit**, députée de

la 5e circonscription de l'Eure. « *On avait tout de suite eu des remontées de parents d'élèves mécontents* », explique l'élue, qui s'était alors saisie du dossier.

Depuis, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a précisé que, « *dans le contexte inédit de crise sanitaire, aucune classe des communes de zones rurales comptant moins de 5 000 habitants ne fermerait sans l'accord des maires* ».

Gisors en attente

Restent les cas des trois postes menacés à Gisors, à Jacques-Prévert, Jean-Moulin et Paul-Eluard. Le premier magistrat, **Alexandre Rassaërt**, était également monté au créneau, dénonçant « *le maintien du calendrier dans ce contexte* ». « *Sur les fermetures, je compte sur la compréhension de l'inspecteur départemental à qui j'ai présenté mes arguments et qui s'est montré à l'écoute*, poursuit-il. *Je souhaite simplement que les décisions soient prises dans des conditions qui garantissent l'expression démocratique.* »

Selon nos informations, il n'y aurait plus « *de points chauds* » dans le secteur. Un accord aurait donc été trouvé.

Mariam Fournier

Journaliste à Vernon

m.fournier@paris-normandie.com